

UNITE POUR LE RETRAIT DU PACTE DE RESPONSABILITE

Qu'est-ce que le « pacte de responsabilité » ?

Le gouvernement Hollande/Valls met en œuvre le pacte dit de « responsabilité », signé par le MEDEF et la CFDT.

Il s'agit de coupes budgétaires à hauteur de 50 milliards d'euros pour financer 41 milliards d'exonérations sociales et fiscales au bénéfice du patronat entre 2015 et 2017 (Crédit d'impôt emploi compétitivité – CICE – et autres...) :

- ✓ 18 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat ;
- ✓ 21 milliards d'euros dans les caisses de protection sociale ;
- ✓ 11 milliards d'euros de coupes dans les dotations aux collectivités locales.

Totalement inféodé à l'Union européenne, le gouvernement actuel fait donc le choix de démanteler les services publics et l'accès aux soins de la population pour permettre au patronat de verser de plus gros dividendes à ses actionnaires.

Le « pacte de responsabilité » contribue à détruire des emplois : l'exemple de la SEITA à Carquefou

En 2013, Imperial Tobacco annonce un bénéfice net de 1,3 milliard d'euros. Sur ces deux dernières années, le groupe a bénéficié pour la SEITA d'1,2 million d'euros de CICE. Pour quel résultat ? La liquidation du site industriel et de ses emplois !

La réalité est là : **28 400 chômeurs de plus en octobre par rapport à septembre. Plus de cinq millions de chômeurs selon les chiffres officiels !**

Pour ce gouvernement, il n'y a pas d'argent lorsqu'il s'agit de sauver les emplois et les sites industriels de la SEITA, des ABRF (Châteaubriant), de Doux, de la SNCM...

Il y en a par contre pour assurer les rentes spéculatrices.

Le « pacte de responsabilité », c'est la pénurie imposée aux collectivités locales

Dans nombre de localités, les investissements sont gelés. Par exemple aux Herbiers (85), un projet d'école publique a été abandonné faute de moyens alloués par l'Etat.

De fait, tout le secteur du BTP va être frappé de plein fouet par cette politique destructrice. Nombre de PME et d'artisans verront leurs commandes réduites à peau de chagrin. **Le pacte de responsabilité porte un nom, celui du chômage.**

Dans toutes les communes, les impôts locaux ou les tarifs imposés aux usagers d'accès aux différentes infrastructures (piscine communale, accueils périscolaires...) risquent d'augmenter.

Les conséquences du « pacte de responsabilité » à Sainte-Luce-sur-Loire

De 2013 à 2017, la baisse des dotations de l'Etat à la commune est portée à 877 000 €.

Pour y faire face, la mairie annonce d'ores et déjà des coupes drastiques dans le budget de fonctionnement.

Les premières victimes de cette politique seront les agents municipaux contractuels dont il a été annoncé que les postes seront supprimés.

Pourtant, dans un de ses précédents discours, Monsieur le Maire s'est inquiété du nombre important de chômeurs qui habitent la commune.

Le comité POI de Sainte-Luce pose cette simple question :

La suppression de postes contractuels est-elle la solution que Monsieur le Maire a trouvé au problème du chômage ?

Comment faire reculer le gouvernement Hollande/Valls ?

Les maires se révoltent contre cette politique qui asphyxie les communes : des délibérations de 13 213 conseils municipaux ont ainsi été prises pour dénoncer la baisse des dotations aux collectivités.

Dans plusieurs communes ou communautés de communes comme à Strasbourg (67), à Boissy-Saint-Léger (94), à Hayange (57), à Couëron (44) et bien d'autres, les personnels se dressent par la grève, avec leurs organisations syndicales, contre les suppressions de postes ou les restrictions salariales qui les menacent.

C'est un fait : seule la grève interprofessionnelle, de tous les secteurs du public et du privé, ouvrira une brèche permettant de balayer le « pacte de responsabilité ».

Le refus des organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU et Solidaires de cautionner le pacte de responsabilité est un point d'appui pour tous ceux qui souhaitent combattre la

politique de régression sociale du gouvernement.

Assez de l'austérité !

Assez de cette politique de régression sociale !

Alors que le rejet de ce gouvernement grandit de toutes parts, le **POI souhaite contribuer à l'exigence d'unité qui permettra de faire céder Hollande et Valls.**

C'est la raison pour laquelle nous nous adressons, sans préalable ni condition, à tous ceux qui souhaitent s'engager sur un combat de résistance, sur le terrain de la lutte de classes, **pour rompre avec cette politique, pour assurer le maintien des sites industriels et de leurs emplois, pour sauvegarder l'ensemble des services publics !**

Lisez Informations Ouvrières. Participez aux assemblées ouvertes du comité POI de Sainte-Luce